



Déclaration Liminaire

Séance du CCE du 18 octobre 2018

Les dirigeants d'ENEDIS abreuvent les agents de discours moralisateurs sur l'éthique et les valeurs du service public.

Sous-entendu, ils en seraient les conservateurs, obligés de mesurer les « *Écarts entre le savoir être et les valeurs* », puisque le salarié est pointé du doigt comme potentiellement déviant.

Mais de quoi parle-t-on ? Il y a peut-être une confusion dans le sens du mot valeur : s'agit-il de ce que vaut un objet, son prix, ou de ce qui est posé comme vrai et bien d'un point de vue moral, désigné comme un idéal à atteindre, comme quelque chose à défendre ?

En tout cas, les notions qui relèvent de la morale ou de l'éthique sont à manier avec prudence... Et surtout à mettre en pratique par des actes. **Pour juger de l'autorité morale dont se prévalent nos dirigeants, faisons un petit tour d'horizon au travers de 3 exemples récents.**

✓ Des agents se mettent en grève pour travailler ! Parce que leur hiérarchie leur donne l'ordre de ne pas réalimenter à Chassey-les-Montbozon alors que la panne est identifiée, le matériel et les agents sont sur place. Mais il est 19 h 30, alors on doit partir sans faire le travail ! Pas grave pour notre direction, ce ne sont que quelques maisons dans la campagne. Les « *péquenards* » peuvent bien attendre 1 jour ou 2.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé, mais bien d'un mode de gestion qui se développe ces derniers temps pour pallier le déficit d'emplois.

C'est sans doute ce que la direction appelle « les valeurs du service public ». Pour la CGT, cela illustre le choix volontaire d'abandon du monde rural par ENEDIS au mépris du principe d'égalité de traitement.

✓ Nous avons la preuve qu'un système a été mis en place pour faire solder des bons de travail concernant des déplacements avant coupure qui n'ont jamais eu lieu. ENEDIS n'a donc pas, sciemment, respecté ses obligations légales. Mais pour ENEDIS, il ne s'agit pas d'utilisateurs mais de clients, et un bon client, c'est celui qui paye.

D'ailleurs, ENEDIS n'hésite pas à envoyer des sociétés de recouvrement à domicile avant coupure avec force, menace de recours aux tribunaux, plutôt que des agents comme elle y est astreinte.

Nos dirigeants ont peut-être fait une confusion dans leur notion de la valeur qui ne serait, pour eux, circonscrite à ce que vaut un objet, son prix. Cette déclaration de guerre aux pauvres pourra intéresser sans doute le médiateur de l'énergie.

Y aura-t-il des procédures et des sanctions contre les responsables qui ont mis en place ce système ? Bien entendu, non... C'est ce qu'a clairement signifié une DR prise dans la main dans le sac.

Le RI ne semble pas concerner certains managers déviants, protégés et récompensés à hauteur de leur engagement et de leur loyauté aveugle au service de nos dirigeants.

Par contre, prendre une palette non consignée de 2,50 euros est une atteinte insupportable à l'image du service public qui mériterait donc une dégradation de l'individu.

L'inégalité de traitement des salariés est donc la norme en vigueur à ENEDIS où on a construit un nouveau système de caste. C'est insupportable au niveau éthique et moral.

✓ Nous devons revenir sur les formations comportementales dispensées aux salariés, et en particulier au management, dans le but de lui faire abdiquer tout esprit critique, y compris en se faisant

Déclaration Liminaire



les zéloteurs de méthodes sans aucun fondement scientifique et porteuses potentiellement de dérives sectaires.

Et en plus s'y ajoute la prétention de développer ces méthodes dans le domaine de la prévention santé/sécurité, en complète contradiction avec les principes réglementaires. Sous couvert de bons sentiments (qui pourraient être contre) nos dirigeants cherchent à faire reporter leur responsabilité d'employeur sur les salariés qui deviendraient comptables de leur propre sécurité et de celle de leurs collègues !

Nous pouvons conclure : les dirigeants d'ENEDIS ne sont pas crédibles sur ce genre de discours moraux et éthiques, qu'ils n'appliquent pas.

S'il s'agit d'enrober l'autoritarisme dont ils font preuve dans leur mode de gouvernance, c'est raté.

S'il s'agit de masquer leur cupidité, encore raté.

Le vernis moral cache la noirceur des méthodes et des intentions, dont les moindres ne sont pas la recherche d'un consentement forcé par auto-soumission et abdication de tout esprit critique.

Nous alertons plus que jamais les salariés de l'entreprise, quelle que soit leur position dans l'entreprise, à refuser les manipulations des dirigeants d'ENEDIS, et donc à nous rejoindre pour les combattre et imposer des orientations vraiment respectueuses sur le plan social et humain.

Le 9 octobre a donné la tonalité de la rentrée et créé les premières conditions d'une reprise du mouvement social du printemps à ENEDIS. Continuons dans ce sens !

Rappelons enfin que l'éthique, c'est par définition une entreprise qui ne placerait pas le profit en tant que finalité. Où le profit serait le moyen de développer toutes les parties prenantes de l'entreprise, donc l'humain.

Alors au vu du projet anti-industriel et antisocial que les dirigeants d'ENEDIS mettent en place depuis 2016, uniquement centrés sur « faire du cash », la moindre des choses serait de faire profil bas...Mesdames, Messieurs les dirigeants d'ENEDIS, un peu de décence, taisez-vous !